

en communication avec le fossé du château ; et les chevaux de frise étaient flanqués d'un parapet, disposé pour protéger le feu de l'infanterie.

Le chef d'état major général Don Felipe de Arco-Aguero , et le commandant général de l'artillerie Don Miguel Bagnos, dirigèrent tous ces travaux avec le zèle, l'activité et l'intelligence qui les distinguent éminemment.

Le temps qui s'écoula entre la sortie de la Colonne mobile, de l'île de Léon, et le triomphe de la liberté, ne fut pas remarquable par les opérations militaires de la division de l'armée nationale restée dans cette ville. La faiblesse des moyens de cette armée (1) ne lui permettait pas de faire des sorties contre un ennemi beaucoup plus fort qu'elle ; mais ce qui fait bien connaître l'incertitude, le désordre et la division qui régnaient dans les conseils de l'ennemi, c'est qu'avec des moyens aussi supérieurs, jamais il n'ait osé attaquer, avec toutes ses forces, la vaste enceinte occupée par l'armée nationale, alors même qu'elle n'avait pu faire encore aucun des travaux nécessaires à sa sûreté. Ce n'est pas que plusieurs fois l'ennemi n'ait tenté quelques attaques partielles ; mais elles

(1) On vient de voir qu'elle ne s'élevait maintenant à guère plus de trois mille hommes.

furent constamment repoussées avec une telle intrépidité, qu'il avait fini par se décider à n'en plus essayer de nouvelles. Nous nous bornerons à indiquer quelques-unes de celles qui parurent plus sérieuses.

Le 29 janvier, la garnison de Cadix sortit de la Cortadura, et s'avança vers Torre-Gorda, dont les batteries la forcèrent à une promptre retraite. Les jours suivans, elle essaya de nouvelles attaques; mais elles n'eurent jamais plus de succès; et tout se bornait, entre les deux armées, à des engagemens journaliers parmi les tirailleurs, et à des escarmouches d'avant-postes.

Le 31 du même mois, l'armée nationale ayant mis en mer, du côté de la baie, cinq chaloupes canonnières, elles furent aussitôt enveloppées par celles de l'ennemi, en beaucoup plus grand nombre; au même instant commença des deux côtés un feu très-vif, et, après la plus intrépide résistance de la part du bataillon d'Espagne qui était à bord, mais cédant à l'extrême supériorité du nombre, une chaloupe tomba au pouvoir de la marine de Cadix. Les chaloupes ennemies s'approchèrent tellement dans cette affaire, que leurs boulets arrivaient jusqu'au cimetière; les batteries de l'armée nationale, placées à Cagno de Herrera, et qui n'étaient com-

posées que de pièces de campagne, n'ayant pas assez de portée pour les atteindre, l'avantage de cet engagement demeura à la marine royale. Le sous-lieutenant du bataillon d'Espagne, D. Carlos Sotto, fait prisonnier dans l'action, fut enfermé dans un des cachots de Cadix, où il ne lui fut point donné de lit, et où il manquait presque d'alimens.

Pendant l'armée du général Freyre s'approchait peu à peu de l'île, dont la correspondance avec la colonne mobile avait été interceptée dès le commencement de février. Le quartier-général ennemi s'établit à Puerto Santa-Maria; le général Cruz-Mourgeon se plaça à Chiclana avec ses troupes, et toute son armée campa dans la forêt de pins qui est en face de Puerto-Réal.

Le 8 février, D. Francisco Benitez, habitant de l'île, sortit du Péage, et fit prisonniers quatre cuirassiers ennemis.

Le 15, les dispositions de l'ennemi semblaient annoncer l'intention de faire une attaque générale et décisive. Des troupes, sorties de Cadix, marchèrent en avant, tandis que des chaloupes canonnières et de grandes barques, pleines de soldats, menaçaient d'opérer un débarquement. Le général Freyre, à la tête de quelques colonnes, s'avança par la route du

pont de Suazo ; mais toutes ces démonstrations n'eurent aucun résultat, et les troupes royales se retirèrent sans que, de part et d'autre, un seul coup de fusil eût été tiré.

Le 19 du même mois, quelques tirailleurs nationaux, composés de grenadiers de Séville et de soldats des Canaries, ayant le flanc couvert par les chaloupes canonnières de l'île, sortirent par le pont de Suazo, et arrivèrent jusqu'à l'épaulement construit sur le chemin de Puerto-Réal, vis-à-vis la batterie du Péage. Les ennemis prirent la fuite en désordre, et jetèrent l'alarme dans le camp de la forêt de pins ; l'armée nationale se retira après avoir détruit l'épaulement, sans avoir éprouvé d'autre perte que celle d'un soldat du bataillon d'Espagne, blessé dans une chaloupe.

Tandis que l'on construisait la batterie de Santi-Bagnès, dix chaloupes canonnières ennemies, et plusieurs bombardes se disposèrent à l'attaquer ; une pièce de canon de 16, la seule qui fût montée, secondée par l'artillerie du château de Torre-Gorda, les repoussa, et les força de s'éloigner, avec perte d'une chaloupe ; la marine nationale n'éprouva aucun dommage. Lorsque, quelques jours après, la batterie put contenir cinq pièces montées, les ennemis voulurent essayer une seconde attaque ; mais ils fu-



rent reçus avec une vigueur, proportionnée aux nouveaux moyens de défense que la batterie venait d'acquérir.

Ces attaques, vraies ou simulées, se renouvelaient continuellement, l'intention de l'ennemi étant de profiter de quelque circonstance favorable ; mais la vigilance des soldats de la liberté était extrême, et, depuis le général en chef jusqu'au dernier officier, tous déployaient la plus active et la plus constante vigilance.

Cependant, toute communication avec l'intérieur était rigoureusement interceptée. Les nouvelles de la colonne mobile commençaient à manquer entièrement, ou, si quelques bruits se répandaient sur sa marche, c'étaient toujours les personnes les plus intéressées à sa ruine qui les faisaient circuler. Une garnison nombreuse et formidable occupait alors la place de Cadix ; on ne remarquait dans l'armée de Freyre aucun indice qui donnât l'espérance de la voir se rattacher à la cause de la patrie ; la nation entière, frappée de stupeur, paraissait être muette à l'appel de ses défenseurs ; et le sort de ceux-ci n'avait rien que de sombre et de funeste dans l'avenir.

Si l'on réfléchit que trois mille hommes, seuls, isolés, étaient bloqués par des forces cinq fois plus considérables ; que ces hommes étaient des

soldats regardés, jusqu'à ce moment, comme d'aveugles instrumens de la tyrannie ; que ces soldats étaient attaqués par tous les genres de séductions et d'intrigues ; qu'on ne cessait de leur représenter leurs chefs et leurs officiers comme des factieux, des parjures, traîtres à leur roi, rebelles à leur pays, et qui les entraînaient à une ruine inévitable : on se convaincra que, pour avoir résisté à tant de pièges réunis, à tant d'intérêts ligués contre la patrie, il fallait que ces trois mille hommes fussent doués d'une justesse d'instinct et d'une rectitude de jugement bien extraordinaires ; d'une pénétration bien rare ; d'une âme vraiment héroïque ; en un mot, d'un caractère tel qu'on en rencontre peu, même dans les classes supérieures de la société.

Jamais, pendant cette crise, le peuple entier de la ville de San-Fernando ne chancela un moment dans sa fidélité à la cause de la patrie ; le blocus, dont les résultats pouvaient lui devenir si funestes, ne donna naissance à aucune plainte, à aucun désordre. Les alcades et les autres magistrats constitutionnels redoublèrent d'activité, de zèle, de vigilance, pour porter remède à mille maux que les circonstances rendaient inévitables ; l'harmonie, l'affection, la confiance qui régnaient entre les troupes et les citoyens, ne furent pas altérées un seul instant ; la Junte

suprême de gouvernement, installée le 3 février, dans la ville de San-Fernando, se dévoua au maintien du bon ordre ; les citoyens se montrèrent toujours héroïques, et furent, en tout, dignes de leurs défenseurs.

Arriva enfin ce jour de bonheur et de gloire, où le Peuple espagnol, dont un concours de circonstances malheureuses avait fermé jusque-là les oreilles aux cris de ses plus dignes enfans, manifesta hautement son désir et son irrévocable volonté de les imiter. La Galice se rappela son ancienne gloire ; le 21 février, elle se prononça solennellement, et la ville de la Corogne devint le second boulevard de la liberté espagnole. Peu de jours suffirent ensuite pour faire déclarer les Asturies, l'Arragon, et plusieurs autres provinces. On apprenait à tout instant que la Constitution venait d'être proclamée sur les points les plus opposés de la péninsule ; unanimité précieuse, qui prouve assez combien l'Espagne était mûre pour la liberté. Toutefois, pour en exprimer le vœu, il fallait qu'elle fût déjà affranchie de la terreur que lui inspiraient les tyrans : c'est là, surtout, le grand, l'immense service que lui a rendu l'armée, et c'est sans doute aussi celui que l'oligarchie européenne lui pardonne le moins.

Lorsque les autorités militaires de Cadix fu-

rent instruites de ce grand mouvement général, elles parurent enfin se décider à le suivre, et un ordre du général Freyre, qui arriva lui-même de Puerto Santa-Maria, dans cette place, afin de rendre, si ce n'est plus légitime, au moins plus solennelle, par sa présence, la promulgation de la Constitution, annonça que cette fête, qui devait être le triomphe et qui fut le tombeau de tant d'amis de la liberté, serait célébrée à Cadix, le 10 du mois de mars.

La plume nous échappe des mains, à l'horrible récit qui nous reste à faire ; continuons néanmoins à remplir la tâche, souvent si facile et si belle, et maintenant si pénible, que nous nous sommes imposée. C'est surtout en ce moment, qu'en attendant la tardive vengeance des hommes, notre âme a besoin de reconnaître que l'immortalité du crime est un des supplices que la Providence a réservés au coupable !

Le général Quiroga, désirant prendre part à une solennité si vivement appelée par les vœux des généreux habitans de Cadix, fit connaître ce vœu au général Freyre, qui l'agréa, et joignit à sa réponse une invitation formelle. En conséquence, Quiroga chargea une députation de l'armée nationale, composée du chef de l'état major général Don Felipe de Arco-Aguero,

du commandant général de l'artillerie Don Miguel Lopez-Bagnos, et du citoyen Don Antonio Alcalá Galiano, accompagnés de l'adjutant Don Ygnacio Sylva, d'assister, au nom de l'armée et au sien, à cette auguste cérémonie. A peine étaient-ils arrivés à Torre-Gorda, précédés d'un trompette et de trois ordonnances, qu'ils rencontrèrent une foule immense d'habitans de Cadix, qui, instruits de la solennité qui se préparait pour le lendemain, venaient se réunir à leurs frères de San-Fernando. La cocarde nationale attachée à leurs chapeaux, leurs acclamations affectueuses, la satisfaction qu'exprimaient leurs regards, les expressions de reconnaissance qu'ils prodiguaient à leurs libérateurs, tout annonçait la paix et la plus douce fraternité. Observateurs fidèles des lois de la guerre, les députés de l'armée pensèrent, malgré les vives démonstrations de joie dont leur présence était l'objet, qu'il était de leur devoir de faire reconnaître leur qualité de parlementaires; ils se rendirent donc à la Cortadura, précédés par le trompette, pour y présenter le titre de leur mission aux autorités de la place; on leur répondit « qu'ils seraient reçus *comme amis*. » Cependant la foule augmentait sans cesse, et les cris de joie, les *vivat*

cent fois répétés, à la Constitution, à l'armée nationale et à ses chefs, éclataient de toutes parts. Entrés dans la ville, les commissaires de l'armée libératrice y furent reçus, par les citoyens, avec un enthousiasme difficile à décrire; les uns étendaient leurs manteaux sous leurs pieds; les autres leur jetaient des fleurs qu'on répandait aussi en abondance du haut des balcons; ceux-ci plaçaient des guirlandes sur leur passage; ceux-là, les yeux baignés de larmes de joie, se précipitaient dans leurs bras, et les pressaient sur leur sein. Ce fut au milieu d'un tel cortège qu'ils arrivèrent à la maison du général Freyre, qui les accueillit avec une politesse froide, et leur exprima le désir que l'armée conservât ses positions, alléguant « que l'entrée des troupes de l'île de Léon, dans la place, pourrait être un prétexte de désordres et de troubles, et amener des rixes funestes avec celles qui étaient sous son commandement. » Un des députés ayant répondu « que les soldats de l'armée nationale étaient aussi modérés que vaillans, et qu'ils savaient respecter la discipline, » Freyre répliqua vivement « qu'il croyait que les soldats de son armée avaient droit aux mêmes éloges. » Il paraît, par l'empressement que témoignait le général pour le prompt retour

des députés à San-Fernando, qu'il était bien loin d'éprouver la sécurité qu'il affectait; toutefois ceux-ci étaient disposés à satisfaire au désir qu'il venait de manifester, lorsque plusieurs décharges de mousqueterie s'étant fait entendre, ils virent le peuple se porter en foule et dans le plus grand désordre vers la maison du général, demandant à grand cris du secours contre la troupe qui faisait feu sur les citoyens. La réponse du général fut celle-ci : « Soyez tranquilles, mes enfans, ce n'est rien; n'ayez pas peur. » Cependant le tumulte allait toujours croissant; le bruit de la mousqueterie s'approchait et devenait plus vif; enfin, le général se décida à sortir, paraissant vouloir arrêter le désordre qui devenait de plus en plus effrayant. Il n'en fit rien néanmoins; bien loin de là, il autorisa, par sa présence et son silence, les atrocités et les barbaries qui suivirent immédiatement, et dont nous donnerons bientôt l'épouvantable détail.

Lorsque cette scène d'horreur commença, les députés, d'après le conseil qu'ils en reçurent de Freyre lui-même, se retirèrent sur une terrasse de sa maison, d'où, se traînant de toits en toits et sans être aperçus, ils allèrent chercher un asile qu'ils trouvèrent enfin dans une maison à

peu de distance de celle du général. L'un deux, Galiano, s'étant séparé de ses collègues, pour se réfugier chez un ami, se vit entouré des assassins, dont, par bonheur, il ne fut pas reconnu, et entra dans un café où il passa quelques heures. Sorti de là, mais toujours environné des assassins qui seuls, dans ces affreux momens, remplissaient les rues de Cadix, il parvint à la maison occupée par les généraux Villavicencio et Campana, et rencontra le général Freyre chez ce dernier ; il réclama en vain les droits attachés à son caractère ; on les lui contesta long-temps ; et lorsqu'enfin il fut impossible de ne pas les reconnaître, on lui déclara « qu'on ne pouvait lui accorder la protection des lois, dans un instant où toutes les autorités étaient méconnues et n'avaient aucun moyen de se faire obéir ; » il alla donc chercher auprès d'un ami la protection et la sûreté que lui devaient ses ennemis ; et après une nuit cruelle, passée dans les plus mortelles inquiétudes, il parvint, par l'effet du hasard le plus heureux, dans la matinée du 11, à retrouver ses compagnons. Réunis tous quatre, ils résolurent de réclamer énergiquement, du gouvernement de Cadix (si toutefois il était possible de donner le nom de gouvernement à la sanglante anarchie à laquelle la ville était livrée), les droits

sacrés des parlementaires. On leur envoya pour réponse un officier qui, l'épée nue à la main et à la tête de vingt soldats, dont les armes étaient chargées, pénétra dans l'asile où ils étaient retirés, et les fit saisir comme de vils brigands. Ce misérable, indigne de l'uniforme qu'il avait l'honneur de porter, ne cessa d'insulter ses prisonniers, jusqu'au château de San-Sébastien, où il avait ordre de les conduire. Enfermés dans cette forteresse, depuis la soirée du 11 jusqu'à celle du 14, ils y furent privés de toute communication entre eux, mais sans cesser de demander au gouverneur du château la permission d'être réunis, afin de pouvoir concerter ensemble, et en sa présence, leurs réclamations contre l'odieuse abus de pouvoir dont ils étaient victimes. Enfin, le 14 au soir, et lorsque les événemens de Madrid étaient déjà connus à Cadix, depuis plus de trente heures, on les fit sortir du cachot, et leur captivité fut convertie en une simple détention, dont l'objet n'était plus que de pourvoir à leur sûreté personnelle.

A la réception du courrier qui avait apporté l'importante nouvelle de ces événemens (car ce serait se tromper étrangement que d'attribuer à la générosité ou au remords des assassins l'adoucissement qu'éprouva la situation des commissaires), on était venu leur annoncer

« qu'ils allaient être traités en prisonniers de guerre, et échangés pour un nombre égal de généraux retenus à San-Fernando. » On devine facilement quel eût été leur sort dans le cas où l'issue des événemens de Madrid eût été favorable à la tyrannie ! A cette déclaration, sur les motifs de laquelle ils ne pouvaient plus se méprendre, ils se bornèrent à répondre « qu'ils feraient connaître la conduite qu'on avait tenue à leur égard ; » Toutefois, les nouvelles de Madrid se succédant alors à tout moment, et ne laissant plus de doute sur le triomphe complet de la cause constitutionnelle, les généraux de Cadix, tremblans au souvenir du passé, épouvantés à la pensée de l'avenir, cherchaient vainement, dans les ordres qu'ils avaient reçus, les motifs d'éluder la terrible responsabilité qui pesait sur leurs têtes, et c'est au salutaire effroi dont ils furent frappés, que les députés de l'armée durent la liberté qui leur fut rendue le 16 mars, au point du jour. On les fit embarquer dans la petite rade située en face du château de San-Sébastien, pour les renvoyer à San-Fernando, sans les faire passer par Cadix, où il n'était que trop probable que leur présence, en rappelant tous les forfaits commis le 10, rallumerait l'indignation générale contre les abominables agens de la tyrannie, dont le

sceptre sanglant venait enfin d'être brisé. Au moment où ils rentrèrent à San-Fernando, les députés reçurent de telles marques d'intérêt et d'affection, que bientôt tous les maux qu'ils venaient de souffrir furent oubliés.

Les événemens, personnels aux parlementaires de l'armée, occupent une place trop importante dans la funeste époque dont nous retraçons l'histoire : ils sont trop essentiellement liés au système de perfidie et de cruauté alors adopté par la cour, pour que nous ayons cru pouvoir nous dispenser de les rappeler dans tous leurs détails. Nous allons maintenant présenter le tableau général des circonstances qui précédèrent, accompagnèrent, et suivirent cette épouvantable catastrophe.

Le jeudi 9 mars 1820, à onze heures et demi du matin, on vit entrer à Cadix, par la porte de Séville, le général D. Manuel Freyre; capitaine général de l'Andalousie, et général en chef de l'armée royale, lequel, depuis l'organisation de cette armée, visitait la place pour la seconde fois. Sa physionomie paraissait animée d'une joie égale à celle qu'inspiraient sa présence et les motifs présumés de son retour. Peu de temps après son arrivée, ce général, accompagné du capitaine général de la marine Villavicencio, se présenta en cos-

tume de grande cérémonie, sur la place San-Antonio, où s'étaient formés des groupes plus nombreux que ceux qui s'y réunissaient de coutume, pendant les jours de fête. On s'entretenait de tous côtés, du jour heureux où la Constitution allait être publiée. De vifs applaudissemens partaient des groupes, et s'adressaient aux deux généraux, pendant que, continuant leur promenade, ils souriaient à la multitude qui se pressait sur leur passage. L'allégresse allait toujours croissant. Quoiqu'il fût trois heures moins un quart, heure à laquelle les généraux et les personnes les plus distinguées se retirèrent pour se mettre à table, la place resta constamment remplie de monde; partout on voyait les mêmes groupes, partout on retrouvait les mêmes entretiens. Les uns avaient oublié l'heure du dîner; les autres allaient se mettre à table et revenaient aussitôt, impatiens d'apprendre des nouvelles et de communiquer celles qu'ils avaient apprises. Les choses se passèrent ainsi jusqu'à quatre heures et demie; alors les généraux se présentèrent sur un balcon, donnant sur la place de San-Antonio et la rue de Linarès; le peuple, en les voyant, poussa des cris de joie, sans proférer toutefois le mot de *Constitution*. A ces vives démonstrations le général en chef répondit : « Demain

au soir; » et comme tout le monde gardait le silence, il continua ainsi : « Le peuple de Cadix est éclairé : j'espère que ceci ne sera point une occasion de troubles il faut que tous les ressentimens s'apaisent, qu'il n'y ait point de sang répandu; divertissez-vous, mes amis : » à ces paroles, dont la feinte douceur cachait de si exécrables desseins, le peuple répondit par des acclamations réitérées et les cris de « Oui, oui, mon général. » Alors le bruit des cloches de San-Antonio se fit entendre et fut suivi de nouveaux *vivat* à la Constitution et au général en chef. La joie, déjà si vive, devint universelle et ressembla au délire. « Divertissez-vous, mes amis, répétaient les généraux Freyre et Villavicencio, » mais que ce soit sans désordre. » — « Oui, oui, tout se passera en fêtes » répondait cette foule de citoyens confians et généreux, dont la dernière heure allait sonner. Cependant le peuple, dans son empressement, demanda quelques instans après « que la cérémonie eut lieu le soir même, et que la pierre Constitutionnelle fût placée sur-le-champ. » — « Cela ne se peut, répliqua le général, » tous les préparatifs ne seront terminés que demain, afin de donner à cette imposante solennité toute la pompe nécessaire; mais jusque-là, je vais